

6 novembre 2006

DÉBAT DANS LA RÉGION DE QUÉBEC SUR LA PLATEFORME ÉLECTORALE DE QUÉBEC SOLIDAIRE

Comme s'il manquait quelque chose !

par Pierre Mouterde

*Source : Presse-toi à gauche,
<http://www.pressegauche.org/spip.php?article321>*

Mercredi dernier s'est tenue à Québec une assemblée régionale de Québec solidaire portant sur le projet de plate-forme électorale, projet qui sera adopté au prochain congrès de Québec solidaire, fin novembre. Présentée par François Cyr, elle a donné lieu à de très riches échanges, mais aussi à une série de critiques de fond. Comme si, au-delà de tout l'important travail déjà effectué, il semblait à beaucoup... qu'il manquait... quelque chose !

Bien sûr, tout le monde a admis d'emblée qu'il y avait un travail considérable qui avait été réalisé, un travail d'autant plus notable que, comme chacun le sait, Québec solidaire a à peine 9 mois d'existence et qu'il doit faire œuvre de pionnier en la matière.

Mais ceci n'a pas pour autant empêché que de vives critiques s'expriment, de manière répétée, de la part d'une bonne partie de la salle. Ne serait-ce que parce que bien des participants et participantes aspiraient à pouvoir se retrouver, d'une manière ou d'une autre, dans ce document qui, au-delà des grandes déclarations de principe du Congrès de fondation, allait devenir un document clef : la première sortie en grande de Québec solidaire dans le champ de la politique électorale. Et un bon nombre n'avait pas l'impression d'y retrouver tout à fait le Québec solidaire de leurs rêves !

Les propositions additionnelles de l'Assemblée des femmes de la région de Québec

La première critique de fond, elle est venue de l'Assemblée des femmes de la région de Québec qui s'est étonnée du fait que la dimension « féministe » du parti n'apparaissait pas du tout dans le document, à tel point d'ailleurs que « le texte lui-même n'avait pas été féminisé » (sic). Pour remédier à cet oubli et pour tenir compte du « principe de la transversalité » pourtant adopté par Québec solidaire, l'Assemblée des femmes avait préparé une série de propositions additionnelles qui s'inspiraient des valeurs de la Charte mondiale des femmes et qui ont été très bien reçues par l'assistance. (voir l'article...).

Un sentiment d'urgence non pris en compte

Bien vite, cependant, d'autres questionnements ont surgi, comme si plus d'un ne ressentait pas suffisamment, dans ce texte jugé trop « tiède », le sentiment d'urgence qu'auraient dû motiver par exemple la lutte à la pauvreté ou la défense d'un environnement authentiquement écologique. Comment expliquer par exemple qu'il ne soit évoqué, dans le chapitre « Vivre ensemble », qu'une augmentation « progressive » du salaire minimum à 10\$, ou qu'on ne visera « qu'à moyen terme » à ce que 12% du territoire québécois soit considéré comme aire protégée ?

Pas de politique économique claire ?

Ces premières réactions ont alors permis à d'autres de préciser ce qu'ils trouvaient problématique : « En fait il n'y a pas vraiment de politique économique claire qui aurait par exemple comme objectif le plein emploi ou le contrôle de l'économie de marché et la lutte à la dictature des multinationales ainsi qu'à la spéculation foncière ». Affirmations qui ont amené certains à renchérir en rappelant que ce dont on a besoin, c'est d'une plate-forme qui aide « à se différencier des autres partis » à faire « un vrai changement », à « changer fondamentalement les choses ». De quoi alors faire rebondir le débat autour de la question d'Éole Québec (voir le chapitre « Habiter ensemble »). Pourquoi n'y a-t-on pas parlé de « nationalisation », expression à laquelle pourtant le PQ lui-même n'a pas hésité à se référer et qui permettrait de contrôler dans ce domaine les investissements du secteur privé ?

La souveraineté, question centrale ?

Mais la question qui a laissé peut-être le plus de monde dubitatif, c'est celle de la souveraineté. Non pas qu'il n'en soit pas question, et même de manière fort intéressante puisqu'on y inclut un processus de démocratie participative et l'idée d'une Constituante. Mais parce que cette question (apparaissant au chapitre « Gouverner ensemble ») est —de façon étrange— placée comme une thématique parmi d'autres, n'ayant apparemment pas d'effets concrets sur les 4 autres : « l'habiter ensemble, le bâtir ensemble, le vivre ensemble, le grandir ensemble ».

En somme, elle est présentée sans être dotée d'aucune dimension « transversale ». Comme si aspirer à faire un pays et à mettre en route un processus d'accès à la souveraineté et à l'indépendance n'allait pas nécessairement avoir des effets sur toutes les autres mesures prises par un gouvernement de Québec solidaire. Comme si, dans ce contexte, la conquête de la souveraineté n'allait pas, de par sa dynamique même, prendre une dimension stratégique centrale.

Car ce n'est quand même pas rien que de vouloir un pays.

De possibles améliorations

Mais c'est là l'intéressant : non seulement ce document –par le travail rigoureux qu'il a impliqué— représente déjà une base de réflexion extrêmement riche, mais encore il reste ouvert à de possibles amendements et améliorations. Et s'il faut, comme l'indiquait François Cyr en conclusion, "savoir être indulgent sans être complaisant", il n'en demeure pas moins que ce document est aussi une occasion de réflexion et de discussion, d'échanges et de débats, un moyen de mieux nous approprier et comprendre le projet politique qui pourrait devenir le nôtre ; un moyen de le peaufiner !

N'hésitez donc pas –notamment dans les pages de Presse-toi à gauche !— à donner votre point de vue, à faire savoir votre avis, vos critiques et satisfactions. Ainsi et seulement ainsi, ce projet deviendra celui de tous et toutes... et sans qu'il n'y manque rien !